

## PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenu les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2017

À Québec, au PECH, (130 Boulevard Charest Est, Québec, G1K 8P4)

### PRÉSENCES

#### Membres Exécutif

Stéphanie Courcy-Legros	Présidente	Montréal-Laval	P
Colette Lavoie	Vice-présidente	Capitale-Nationale	P
Oliver Duval	Vice-président	Chaudières-Appalaches	P
Sébastien Latendresse	Secrétaire	Montréal-Laval	P
François Soucisse	Trésorier	Montréal-Laval	P

#### Délégués régionaux

Région	Délégué-ée	1er	2
Estrie	Jean-François Ross	P	P
Lanaudière	Véronique Robert de Massy	A	A
Outaouais	Yves Destroismaisons	P	P
Bas St-Laurent/Gaspésie/Les Iles	Guylaine Bélanger	A	A
Chaudières-Appalaches	Maryse Larouche	P	P
Capitale-Nationale	Suzie Cloutier	P	P
Montérégie	Danièle Auclair	P	P
Laurentides	Nathalie Lamanque	P	P
Côte Nord	Jean-Pierre Simard	P	P
Montréal-Laval	Jocelyne Moretti	P	p
Montréal-Laval	Diane Grenier	A	A
Mauricie- Centre du Québec	Nathalie Dang Vu	A	A
Abitibi-Témiscamingue	Francine Hervieux (par Skype)	p	p
Gaspésie-Les Iles	Alexis Dumont-Blanchet	P	P
Saguenay/Lac St-Jean	Poste vacant	V	V

Invités : Jocelyn Vinet, agent de soutien à la vie associative  
 Sarah Fecteau., stagiaire (journée du 1<sup>er</sup> décembre)  
 Maud Provençal, (item Registrariat)  
 Mathieu Charland (item Communications)

### 1. Mot de bienvenue et tour de table

Stéphanie souhaite la bienvenue à tous les membres et spécialement à Francine Hervieux qui nous rejoint via Skype et qui en est à sa première participation comme nouvelle déléguée de la région Abitibi-Nord du Québec.

## **2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

François Soucisse, appuyé par Olivier Duval, propose l'adoption de l'ordre du jour avec les modifications suivantes :

- Point 18 : Comité international : reporté au prochain CA
- Ajout d'un point sur les négociations locales des conventions collectives autour de l'enjeu du recrutement par compétences pour les postes sans corporations,
- Point 11 : Membre honoraire : sera traité avec le point sur le 30<sup>ième</sup> anniversaire

Adopté à l'unanimité.

## **3. Lecture, adoption et suivis du procès-verbal des 5-6 octobre 2017**

Nathalie Lamanque, appuyée par Maryse Larouche, propose l'adoption du procès-verbal du CA des 5-6 octobre, tel que rédigé. Adopté à l'unanimité.

### **3.1 Articles parus dans la revue Le point en santé**

Olivier Duval rappelle que cette revue s'adresse aux gestionnaires et que le RQIIAC a été sollicité pour contribuer au numéro qui doit paraître en février et qui a pour thématique les relations entre le réseau et le milieu communautaire. Tel que planifié par l'Exécutif, un article a été rédigé par Janot Gosselin sur le contexte de la tragédie du Lac Mégantic. Stéphanie Courcy-Legros et François Soucisse ont aussi écrit des articles mais comme contributions professionnelles en lien avec leurs établissements. Même si la revue n'est pas diffusée largement, ces articles seront disponibles pour les membres du RQIIAC via le site.

### **3.2 Relève exécutif**

Sébastien Latendresse réitère qu'il quitte en janvier. Un appel avait été fait au dernier CA pour recruter un nouveau membre. Jacynthe Perron est très intéressée à revenir mais doit coordonner cela avec Véronique Robert De Massy et l'établissement. De façon à permettre la participation de Jacynthe rapidement si son CISSS l'autorise, deux résolutions sont immédiatement adoptées :

Olivier Duval, appuyé par Suzie Cloutier propose d'accepter la démission de Sébastien Latendresse à compter du 26 janvier 2018. Adopté à l'unanimité.

Jean-François Ross, appuyé par Olivier Duval, propose de coopter Jacynthe Perron en remplacement de Sébastien Latendresse à l'Exécutif du RQIIAC. Adopté à l'unanimité.

Pour ce qui est des perspectives pour 2018-2019 :

- Colette Lavoie a l'intention de poursuivre nouveau mandat de 2 ans, à valider avec l'employeur
- Suzie Cloutier poursuivrait comme déléguée régionale pour sa deuxième année de mandat
- Stéphanie Courcy-Legros est intéressée à poursuivre si l'employeur accepte
- Nathalie Lamanque et intéressée à rejoindre l'Exécutif.

On convient qu'il faut développer un argumentaire pour aider aux démarches auprès des gestionnaires pour que ceux-ci reconnaissent cette implication dans la charge de travail. Il faut faire voir la plus-value pour l'établissement : rayonnement, longueur d'avance sur des enjeux et des éléments de conjoncture, on peut amener beaucoup d'information.

### 3.3 Journée d'échange 2017

Tout est terminé, il reste à mettre en ligne les Actes de la Journée.

### 3.4 Séminaire pour les gestionnaires et JASP

Les JASP ont lieu la semaine prochaine. Le 6 : laboratoire d'idées en suite au séminaire. 54 personnes inscrites, profils très diversifiés. Ajout d'un atelier « Bocaux créatifs ».

## 4. Dépôt du compte-rendu de l'exécutif du 6 novembre 2017

Les membres du CA ont eu accès au compte-rendu, il n'y a pas de questions ou commentaires.

### 4.1 Rencontre avec TNCDC

Le RQIIAC a été interpellé pour tenir un Exécutif dans les locaux de la TNCDC à Drummondville comme occasion d'échange en cours de journée. Cela se fera le 23 février.

## 5. Tournée des régions: Quels changements organisationnels influencent la pratique d'OC dans votre CISSS-CIUSSS?

### Outaouais

Il y a deux courants face à l'organisation communautaire de la part des gestionnaires. D'un côté, il y a beaucoup de pression, on formate le travail : il faut remplir un formulaire avec tous les dossiers, mandats, livrables. Le DGA n'est pas très pro-oc, veut des justifications, plus d'imputabilité, dit qu'il faut faire des preuves de pertinence et d'efficacité, sinon il y aura coupures. D'ailleurs on veut transformer des postes d'o.c. en « conseillers en SHV », il y a d'ailleurs déjà une première nomination (nutritionniste). D'un autre côté, il y a eu remplacement pour les 2 jours de pré-retraite, ouverture autre poste à Hull, remplacement d'un congé de maladie prolongé.

### Chaudières-Appalaches

Des programmes ont découvert l'o.c. et interpellent aux collaborations C'est positif mais ça augmente la charge. La gestionnaire y croit beaucoup, cherche à développer une approche plus transversale entre tous les o.c.

### Montréal

#### Ouest

Beaucoup plus d'opportunités que de menaces à l'interne. Un budget a été obtenu pour animer des séances de codéveloppement par une personne-ressource, ce qui compense pour l'absence de soutien clinique. A l'assemblée publique de l'établissement, il y a eu beaucoup de commentaires positifs de partenaires vs le soutien en o.c. Le cadre en Santé publique laisse savoir que les mandats vont changer, notamment pour les deux agents-pivots École en Santé qui sont exercés par des o.c. mais qui seraient transférés en postes APPR, ce qui signifierait une perte d'effectifs en o.c. L'équipe et les gestionnaires veulent préserver ces mandats en o.c.

#### Centre-Sud :

C'est la même situation pour les agents pivots, la Santé Publique prescrit que ce doit être des APPR qui exercent ces tâches. Il y a un enjeu important du maintien de ces postes en o.c. parce que ces postes sont financés par la Santé Publique. Dans cet établissement aussi, l'organisation

communautaire est « découverte » par divers programmes qui veulent faire appel aux o.c.. Il y a le même enjeu : c'est positif et ça consolide le positionnement de l'o.c. mais il y a augmentation de la charge sans développement pour l'instant.

#### Est

Situation difficile. Les gestionnaires responsables de l'o.c. sont en maladie ou en congé pour autres raisons. Il y a donc un enjeu de compréhension du rôle des o.c., il y a un flou dans les mandats particulièrement pour le programme Jeunesse (ex. : campagnes prévention suicide, cliniques de vaccination). Le cadre de référence est en élaboration par un sous-comité de l'équipe.

#### Nord

Bon soutien des gestionnaires qui sont d'anciens o.c. mais se mettent à risque. Contexte très hospitalier. Le cadre de référence sera lancé en décembre, ce qui pourra aider à la consolidation de l'organisation communautaire. Il y a des pressions pour compléter les stats.

#### Côte-Nord

Le passage à la Santé Publique a amené une augmentation de postes. Le gestionnaire est favorable à l'organisation communautaire mais pas nécessairement toujours pour les bonnes raisons, avec parfois des intentions de servir aux objectifs en SP. Le cadre de référence sera adopté en janvier. Un plan d'action commun à toute l'équipe a été élaboré.

#### Gaspésie

Depuis juillet, il y a absence de gestionnaire pour l'o.c.. Les o.c. sont amenés de plus en plus à collaborer avec les APPR et se sentent obligés de le faire ayant été épargnés des coupures. La direction du CISSS semble être plus intéressée à connaître leur travail. Les o.c. ont été demandés pour être chefs des équipes locales en SP. Il y a des rencontres d'équipe régulières mais de plus en plus colorées par les questions de SP. Il y a eu formation sur l'approche communautaire en milieu clinique.

#### Abitibi

L'équipe régionale se rencontre environ 4 fois par année et travaille activement à l'élaboration du cadre de référence. Il y a sollicitation de l'équipe à l'interne, parfois à toutes sortes de d'intentions, par exemple pour la gestion des bénévoles, l'organisation d'un colloque sur le soutien à domicile. Le poste qu'occupait Jacques Bourgeois qui était en pré-retraite à 3 jours ne sera pas comblé à temps plein. Suite à certaines situations problématiques, une rencontre est à venir avec les APPR pour mieux définir les rôles. La formation sur le cadre de référence du RQIIAC sera donnée en février ou mars.

#### Estrie

Une ancienne collègue aura une fonction temporaire de Cheffe de service pour la période de restructuration de la gestion pour le CIUSSS. Il y a surnormalisation des règles et fonctions. 7 chantiers différents sont actifs dont 1 sur le cadre de référence (terminé mais pas encore adopté). Globalement, les dossiers sont maintenus mais il y a beaucoup de demandes à l'interne, celles-ci sont en augmentation. Les o.c. restent dans leurs fonctions, mais est-ce que la fonction paravent va tenir?

La SP sollicite beaucoup sur la lecture du milieu, elle passe par les o.c. pour des informations ou l'interface avec le milieu. Certains rôles demandés causent problème, par exemple, influencer la prise de décision sur le financement de programmes spécifiques.

Il y a 1 rencontre régionale aux 6 semaines, les équipes locales se voient aux 6 semaines, il y a du codéveloppement aux 6 semaines.

### Laurentides

La SP se croit encore une direction régionale, elle a de vieux réflexes de s'imposer sur le territoire. Les o.c. sont très sollicités par l'interne, les programmes découvrent l'apport de l'organisation communautaire. Les gestionnaires immédiats croient beaucoup à l'o.c., les remplacements et les postes sont assurés, il n'y a pas de coupures. Le cadre de référence est fait mais ne sera pas adopté, pas plus que les autres dans l'établissement d'ailleurs. Le séminaire de formation des gestionnaires est très attendu mais aura lieu après le colloque. Le budget relié aux postes o.c. financés par la Santé Publique sont versés transversalement sur le budget en OC, n'est pas attaché aux personnes détentrices des postes.

### Montréal

#### Centre

Il n'y a pas de rencontres d'équipes o.c. mais avec les agents SHV, 30 personnes dont 11 o.c. Des APPR se retrouvent dans des dossiers mais pas les o.c., il y a un enjeu de mieux camper les rôles. Les postes vacants sont remplacés. On remarque là aussi des sollicitations par l'interne.

#### Est

L'équipe de Pierre-Boucher fait cavalier seul mais il y a amorce de collaborations avec les autres équipes.

#### Ouest

Toutes les équipes travaillent ensemble, le cadre de référence est en élaboration. Un poste 3 jours est prêté à la MRC.

### Capitale Nationale

Pas de changements de pratique majeurs, on se limite à des appréhensions. La Santé Publique reste sur sa faim de ne pas avoir intégré les o.c., d'où des tensions entre gestionnaires. Le cadre de référence est présentement en consultation. La SP considère que les o.c. sont des ressources confiées au PDGA et doivent donc contribuer à l'ensemble des actions au plan régional SP. Constat d'augmentation de demandes internes. Les APPR ont presque tous muté au MSSS ou sont partis à la retraite, d'où des besoins non répondus.

Il y a coupure de 10% des effectifs (3 postes) dans un contexte de 13 remplacements depuis l'été. Des démarches syndicales sont en cours pour contrer ces coupures. L'argumentaire est que le ratio d'o.c. est trop élevé en comparaison avec d'autres régions et que pour l'ensemble de l'établissement il faut couper 64 postes de professionnels.

### **Synthèse**

- Malgré le désir d'uniformisation, beaucoup de différences entre les CISSS
- La Santé Publique cherche à consolider son emprise
- Augmentation des demandes à l'interne
- Il faut réfléchir au plan des zones d'influence
- Modèle d'inventaire de dossiers à réfléchir avec la révision du cadre de référence
- Risque de dénaturation de l'o.c. et de perte de contrôle sur nos mandats

### **6.- Soutien professionnel**

Colette Lavoie présente l'état des travaux du comité en soutien professionnel (document distribué aux membres du CA). Parmi les diverses modalités de soutien professionnel, la fonction de coordination professionnelle (CP) occupe une place importante et soulève des enjeux pour lesquels le comité souhaite recevoir l'avis du CA avant d'entamer la rédaction du guide.

Commentaires :

- Il y a effectivement un enjeu financier puisque la fonction de CP est rémunérée par les postes o.c., ce qui signifie une diminution d'effectifs pour le terrain et une surcharge de travail
- Les enjeux budgétaires sont importants pour les grandes régions, les frais de soutien étant plus élevés
- Est-ce que le Guide va recommander qu'il faut structurer les rôles de soutien mais selon des modèles adaptables selon les spécificités des régions?
- Il y a un risque réel de travailler en soutien aux gestionnaires
- La fonction de CP aide vraiment au positionnement de l'o.c. en agissant comme paravent
- Il n'est pas possible d'assumer le soutien professionnel informellement sans empiètement sur les mandats
- La CP est difficile à actualiser dans des contextes où il y a manque de cohésion dans les équipes
- Il faut être stratégique dans l'élaboration du Guide : il faut proposer différents modèles pour permettre aux gestionnaires de faire leurs propres choix sans quoi ils seront en réaction et sur la défensive
- Enjeu de légitimité sur le choix de la personne vs l'équipe
- Le RQIIAC doit offrir un soutien aux CP pour éviter les glissements

Les commentaires vont alimenter la suite des travaux du comité dont la prochaine étape est la rédaction du Guide et il est acquis que la fonction de CP doit être proposée avec des balises claires.

## 7- Représentations

Danielle Auclair remet un tableau-synthèse des représentations en cours. Quelques informations supplémentaires sont apportées :

### Collectif pour un Québec sans pauvreté

- La campagne se poursuit sur le projet de Revenu minimum garanti du gouvernement
- L'opération Cartes de Noël est enclenchée

### Communagir

Marie **Champagne** serait intéressée à discuter avec le CA **en** mars sur sa participation à ce CA CECI

Il y aura des nouvelles au prochain CA en mars; 2 oc de Québec sont intéressées à ce volet

### Comité Communautés saines et sécuritaires

A ajouter au tableau; les travaux sont actuellement ralentis

## 8.- Registrariat

Maud Provençal se joint au CA pour ce point. Elle distribue un état de situation incluant un tableau ciblant précisément le membership et les montants correspondants. Le membership actuel est similaire à celui de l'an dernier à pareille date mais l'objectif d'augmentation pour la présente année (une trentaine de plus) n'est pas encore atteint, il faudra y mettre des efforts. On se préoccupe de la situation au Saguenay où il n'y a plus de membres. Olivier va relancer Johanie Harvey qu'il croisera aux JASP.

**On convient d'une mini-campagne de recrutement qui se déroulerait jusqu'à la mi-février :**

- ✓ **Utiliser des outils tels la b.d. et la pub vidéo**
- ✓ **Profiter des vœux de bonne année pour encourager le membership**

- ✓ **Mettre davantage de l'avant notre participation aux collectifs (en DC, pauvreté, ...), ce que le membership permet**

En suivi à l'implantation du FMP, Maud précise que le processus n'est pas terminé, qu'il faut organiser une rencontre avec elle, François et Paul Doucet. Stéphanie informe que les travaux sur la refonte du site Web pourraient remettre en question le FMP.

En ce qui concerne les abonnements au BIC, il est suggéré de proposer aux retraités de devenir membres associés pour conserver leurs liens avec le regroupement.

## 9.- Colloque 2018

Nathalie Lamanque présente l'état des lieux.

- L'organisation va bon train et l'échéancier est suivi
- Il y a eu beaucoup de réponses à l'appel de propositions pour les ateliers. Du travail reste à faire pour arrimer celles-ci au thème du colloque mais ce sont de bonnes propositions de départ
- La programmation officielle sera connue à la fin janvier
- Il y aura un appel de collaborations pour la soirée y compris pour les régions absentes qui pourront envoyer une vidéo
- Pour souligner le 30<sup>ième</sup>, on a besoin d'éléments d'archives des colloques précédents
- Nathalie dépose les prévisions budgétaires. Il y a hausse des frais d'inscriptions, ce qui s'explique par les dépenses plus élevées compte tenu des conditions fixées par le lieu (hôtel) et par des difficultés à trouver des commandites. Il y a une certaine inquiétude sur la possibilité d'atteindre les cibles financières mais on rappelle que l'objectif premier reste la participation. Il faut aussi considérer les dépenses liées aux membres honoraires (repas, hébergement, déplacements).

**François Soucisse, appuyé par Maryse Larouche, propose l'adoption des prévisions budgétaires pour 175 participants. Adopté à l'unanimité.**

## 10- Trentième anniversaire-Membre honoraire

Le comité s'est réuni avec la participation d'André Gauthier (retraité) et Mario Lefèbre (futur retraité).

Pistes d'action retenues :

- Réédition révisée de la brochure des 20 ans, il reste cependant à déterminer les coûts
- Montage photos animé
- Au 5 à 7 : mur des célébrités, entrevues en circuit fermé
- Mise à jour du logo du 25<sup>ième</sup>
- Vox pop avec anciens oc

Aucun budget encore attribué pour le 30<sup>ième</sup>. Ce point sera traité à l'item traitant des finances au présent CA mais aura un impact sur les actions retenues.

Quelques commentaires sont émis sur ces premières pistes accueillies favorablement, sinon pour la mise à jour du document du 20<sup>ième</sup> anniversaire qui soulève plusieurs questions sur sa pertinence et la faisabilité:

- Mise en garde sur la somme de travail que peut impliquer, il reste 10 années à ajouter, qui fera ce travail? Est-ce nécessaire de réutiliser un document d'une autre époque, ne pourrait-on pas plutôt utiliser d'autres outils?
- Si l'objectif visé en est aussi un de mise en mémoire, d'archivage de l'histoire, ne pourrait-on pas attendre pour une action plus à moyen terme vs les ressources disponibles pour le faire?
- La brochure pourrait-elle être refaite sur le Web? Certain.es croient qu'il est nécessaire d'imprimer sinon, ce ne sera pas lu.
- Si rééditée, la brochure pourrait être lancée en prévente au colloque
- Liens à faire avec le cadre de référence
- Ne pourrait-on pas miser sur la diffusion de nos outils du plan d'action et de concentrer le 5 à 7 sur un moment de fête?

On est assez d'accord pour fournir des capsules hebdomadaires de janvier à mai si chaque région en prend 2.

Pour ce qui est du logo, le point est reporté à l'item sur les finances.

Concernant le membre honoraire, il est acquis par le comité que Jacques Fournier sera honoré à titre posthume mais il y aurait aussi un autre membre encore actif. Les modalités suivront ultérieurement.

## 11. Journée d'échange 2019 et colloque 2020

Journée d'échange

La proposition de tenir la Journée à Montréal a été amenée à la rencontre régionale. Il y a intérêt de plusieurs personnes mais celles-ci doivent valider cet engagement avec les différentes directions. A suivre en janvier.

La région de l'Outaouais ne manifeste pas d'intérêt pour l'organisation du colloque de 2020.

## 12. Stratégie de financement FLAC

Les membres de l'Exécutif rappellent que nous en sommes à la 3<sup>ième</sup> année de financement de \$25000 pour soutenir la réalisation du plan d'action, sans plus d'exigences jusqu'à maintenant. La reddition de comptes se fait par échange de lettres et lors d'une rencontre annuelle avec Rafik Boualam de la FLAC. Lors de la rencontres du printemps dernier entre celui-ci, François Soucisse et Sébastien Latendresse, le RQIIAC a été interpellé à être plus ambitieux pour sa prochaine demande, mais sans plus d'explications. Lors de cette rencontre, le projet de planification stratégique a été présenté, a été jugé intéressant mais ce plan semblait très corporatif aux yeux de Rafik. Le financement du RQIIAC est possible dans l'axe de soutien aux réseaux, considéré comme un « espace de solutions, d'innovations et d'apprentissages ». Toujours selon Rafik, les collègues de la Fondation vont questionner la spécificité du RQIIAC vs les autres regroupements. On doit préparer la prochaine demande en s'assurant qu'elle soit plus explicite, bien argumentée, en lien clair avec les propres objectifs de la FLAC, avec tout ce qu'on fait qui y contribue. Elle pourrait cibler notre rôle indispensable pour maintenir et développer la contribution du réseau de la santé dans le DC et les actions sur les déterminants de la santé et du bien-être.

Suite à une rencontre d'un comité ad hoc qui s'est rencontré à ce sujet, François Soucisse fait part aux membres de trois orientations proposées dans le soutien financier de la FLAC:

- ✓ garantir la pleine autonomie du RQIIAC



- ✓ Maintenir le financement global pour la réalisation du plan d'action et non sur les résultats

Commentaires des membres du CA :

- ✓ Un segment à cibler : consolider le lien avec les personnes vulnérables dans les communautés assuré par les o.c.
- ✓ Le RQIIAC protège le rôle des o.c. et des ressources dédiées. Les actions en ce sens : séminaires aux gestionnaires, activités de formation, actions de réseautage, liens avec le milieu d'enseignement pour la formation de la relève et la supervision de stagiaires, la révision du cadre de référence sous des angles plus spécifiques, l'axe Changement social de la planification stratégique, la Mise au point en DC (faire connaître plus largement la brochure)
- ✓ S'inspirer du projet **OVSS** en proposant un montage financier sur 3 ans
- ✓ Il faut augmenter le financement car nos besoins sont plus grands, par exemple pour la création de nombreux outils, l'offre de formation, on pourrait aussi ajouter des projets spéciaux
- ✓ Il y a un enjeu d'autonomie vs la reddition de comptes qui sera forcément plus exigeante si le financement est plus élevé. Il y a aussi un enjeu de pérennité si un apport financier plus important procure des conditions nous amenant à allouer plus d'heures de travail rémunéré
- ✓ Viser un pourcentage maximum du financement FLAC pour assurer un équilibre entre le travail rémunéré et l'implication volontaire
- ✓ Il faut être prudent dans la manière de présenter les besoins car il y a un réel danger qu'une augmentation du financement soit reliée directement à des actions précises
- ✓ Ne pas oublier les objectifs communs de notre regroupement: son rayonnement est très large dans la province (ex. la formation aux gestionnaires), c'est une communauté de pratique, les o.c. sont nombreux sur le terrain pour agir sur les déterminants de la santé

La prochaine étape sera de rédiger un document et de tenir une rencontre avec Rafik, en janvier ou février.

**François Soucisse, appuyé par Yves Destroismaisons propose de mandater l'exécutif à explorer la préparation de la demande de financement à la FLAC en fonction des 3 orientations présentées. Adopté à l'unanimité.**

### **13. Recensement des effectifs**

Suzie Cloutier et Jocelyn Vinet informent les membres que l'opération sera relancée en janvier selon les mêmes modalités que l'an dernier. Les fichiers aux régions seront envoyés aux délégué.es dans la semaine avant les Fêtes. Une fois la cueillette d'information terminée, il faut enregistrer les modifications dans le fichier 2018 et retourner à Suzie.

### **14. Communications**

Mathieu Charland, collaborateur au Comité Communications pour la refonte du site Web, se joint à la rencontre par Skype.

## Site Web

Selon Mathieu et les membres du comité, il est nécessaire de faire un exercice plus étendu des besoins avant d'élaborer un devis pour les soumissions de contrats. Parmi les questions importantes à traiter :

- ✓ La gestion de données et du membership qui pourrait se réaliser avec le site, il y aurait des gains d'efficacité à faire. Le programme FMP n'est d'ailleurs pas encore utilisé, le processus d'implantation n'est pas terminé et selon Mathieu, ce logiciel n'est pas le bon choix, il est déjà périmé; la boutique en ligne n'est pas arrimée sur le FMP d'ailleurs
- ✓ La planification stratégique soutient que le site doit être plus interactif, plus participatif mais c'est maintenant la page Facebook qui permet cela. Il faut mieux connecter la page FB et le site
- ✓ Enjeu de mise à jour, d'entretien du site : qui le fera? Combien ça coûte?

Il faut donc réaliser un portrait des pratiques actuelles, dresser un inventaire des besoins et hiérarchiser ceux-ci pour les membres et les administrateurs, et ce en fonction des capacités du RQIIAC (ressources). Ce qui est central : peu importe ce qu'on veut savoir sur le RQIIAC, on va sur le site et on trouve.

Ce portrait plus précis serait fait avant les Fêtes, après quoi le devis pour la soumission pourrait être produit. Plusieurs personnes doivent être interpellées pour discuter des besoins et scénarios : Gilles Brazzalotto, François, Maud, les membres du CA. **Toutes les personnes qui veulent contribuer à ce portrait en amenant leurs préoccupations et suggestions doivent donner leur nom à Stéphanie.**

**Stéphanie Courcy-Legros, appuyée par François Soucisse, propose de confier le mandat de préparation du devis pour le contrat de refonte du site Web à Mathieu Charland pour le Comité Communications. Adopté à l'unanimité.**

**Yves Destroismaisons, appuyé par Nathalie Lamanque, propose de déléguer à l'Exécutif le mandat d'attribution du contrat de refonte du site Web. Adopté à l'unanimité.**

## **15. Développement des communautés**

Une rencontre tenue la veille du CA a réuni les membres du Comité qui a travaillé sur la Mise au point auquel se sont ajoutées quelques autres personnes. Deux points ont été traités par le Comité et leurs conclusions sont présentées aux membres du CA.

### Mise au point

Le document a été imprimé à 1000 copies en août 2016. La Mise au point est utilisée et est considérée comme une bonne contribution, les commentaires sont très positifs. Il reste encore des copies et lorsqu'elles seront épuisées, il est suggéré de procéder à la réimpression. On souhaite qu'elle soit davantage utilisée (ex. : pour la rencontre avec la TNCDC, dans les séminaires aux gestionnaires,...). Un canevas d'animation avait été fait à Capitale Nationale et il serait profitable de le partager aux membres du CA.

### Collectif des Partenaires en DC

Nathalie Lamanque, représentante du RQIIAC au Collectif jusqu'à tout dernièrement, présente un état de situation. Le RQIIAC a été représenté par plusieurs personnes au fil des ans. La participation de Nathalie a également été dans le comité de direction de l'OVSS (Opération Veille et soutien stratégiques) mené par Communagir pour le Collectif.

Au fil de toutes ces années, les représentants.es du RQIIAC ont vécu plusieurs inconforts et se sont questionnés sur le positionnement à adopter :

- Pas de règle claire de membership
- Fonctionnement flou, pas de bilan et plan d'action annuels clairement discutés et adoptés
- Une bonne partie des participants est constituée d'organismes financés par la FLAC, elle-même présente au Collectif et sur le comité de coordination de celui-ci
- Beaucoup de discussions informelles dans les réseaux qui se côtoient à l'extérieur du Collectif
- Cible commune pas claire
- Plusieurs organismes vendent leurs services (Communagir, Dynamo, Centre St-Pierre,...)
- Beaucoup d'emphase sur l'interface avec les municipalités, le réseau de la santé (donc le RQIIAC) est de moins en moins considéré comme acteur important du DC

Malgré ces questionnements, ce Collectif occupe une place importante et il est stratégique d'y siéger. Dans un contexte de transition de représentation (Nathalie met fin à son mandat pour se consacrer à l'organisation du colloque), il importe de clarifier la place que le RQIIAC doit y occuper et les modalités de représentation. Le RQIIAC peut être impliqué à 3 niveaux : les rencontres ponctuelles du grand comité, le comité de direction de l'OVSS, et à venir, différents chantiers (actuellement, le RQIIAC est identifié comme collaborateur pour un seul des 5 chantiers).

**Colette Lavoie, appuyée par Sébastien Latendresse, propose que le CA adopte les recommandations issues des discussions du comité Développement des communautés à l'effet de poursuivre notre implication au Collectif en visant à :**

- clarifier le fonctionnement et le mandat
- consolider la place du réseau de la santé dans le DC
- poursuivre l'implication au Comité de direction de l'OVSS avec l'intention d'assurer des retombées concrètes sur le « terrain »
- inviter les o.c. intéressés et disponibles à participer sur leurs propres bases aux travaux des chantiers en relayant l'information via les délégations régionale

**Adopté à l'unanimité.**

A la dernière rencontre de l'Exécutif, il a été décidé que Jocelyn Vinet, comme ASVA, représenterait le RQIIAC pour la rencontre de novembre mais que la représentation à plus long terme serait discutée au CA. Suite à sa participation à la dernière rencontre, Jocelyn soumet l'idée que ce pourrait aussi être Stéphanie Courcy-Legros comme présidente, ce qui aurait plus de portée au plan stratégique. Aucune décision n'est prise à ce sujet, ce sera à l'Exécutif de trancher selon plusieurs considérations à réfléchir, dont la disponibilité de Stéphanie.

On précise qu'il faudrait diffuser davantage l'information aux membres sur les retombées de nos implications, ce qui signifie aussi de les évaluer.

## **16. Comité RQIIAC-Établissements**

Jean-François Ross fait rapport du comité. Il n'y a pas eu de rencontre depuis le dernier CA. Marcel Gélinas poursuit mais Mario Lefèbre devrait quitter avec sa retraite.

Capsule vidéo sur l'organisation communautaire dans le cadre du cours Travail social et communautés

Reprise de contact avec l'enseignante Andréanne Parent, elle a confirmé son souhait de renouveler l'expérience de l'an dernier, le bilan étant positif. Les étudiant.es forment des équipes

qui doivent réaliser une vidéo sur l'action communautaire et dont certaines peuvent toucher l'organisation communautaire en CISSS. La collaboration avec le RQIIAC se poursuivrait pour offrir à 2 étudiant.es de l'équipe gagnante l'inscription et l'hébergement pour le colloque et y présenter leur vidéo. La sélection se ferait comme l'an dernier par le Comité Communication. On considère que c'est une bonne façon de démontrer l'accueil et l'ouverture du RQIIAC. On remarque cependant à la lumière de l'expérience de la Journée d'échange qu'il n'est pas évident de trouver une formule permettant de mettre en valeur la vidéo dans ce cadre. Comme on n'a pas eu de retour formel, on suggère que Jean-François communique par courriel avec les étudiant.es qui ont participé à la Journée d'échange pour connaître leur appréciation.

**Sébastien Latendresse, appuyé par Maryse Larouche, propose de poursuivre le partenariat avec Andréanne Parent sur la production de capsules vidéo sur l'organisation communautaire en CISSS-CIUSSS. Adopté à l'unanimité.**

## 17. Critères d'embauche des OC

Quelques membres du CA expliquent la situation et l'enjeu qui concerne le RQIIAC. Plusieurs assemblées syndicales se tiennent actuellement pour voter sur les projets d'ententes locales. Ces ententes ont une durée de vie à long terme car elles ne peuvent être ouvertes que si les deux parties en conviennent. Il semblerait que plusieurs de ces ententes si elles sont acceptées par l'employeur feraient en sorte que l'ancienneté deviendrait le seul critère pour obtention de poste. Tout détenteur d'un bac en sciences humaines pourrait donc avoir accès à un poste d'o.c. Il y a donc un enjeu important pour la relève en organisation communautaire puisqu'il y a un risque que plusieurs personnes obtiennent le poste par seul souci de détenir un poste permanent mais sans intérêt réel ni profil de compétences pour cette fonction.

### Commentaires des membres

- En Estrie, on a ajouté une entrevue pour les postes d'o.c. Jean-François avait alerté que les postes affichés l'étaient sur le seul libellé de convention collective
- C'est une demande syndicale alors que la partie patronale veut conserver le critère de compétence : est-ce vraiment un enjeu si important, c'est en négociation et les patrons ne l'accepteront pas
- Dans les Laurentides, il n'y a pas de liste de rappel d'o.c., on utilise la liste des ts.
- En Outaouais, listes de rappel distinctes o.c. des t.s.
- A Capitale Nationale, pour être sur la liste de rappel o.c., il faut correspondre aux critères de compétence (expérience, entrevue, test écrit). Le dossier a avancé via les rencontres spécifiques car ce point passe difficilement en AG. L'argument retenu: plusieurs formations peuvent donner accès à cet emploi, donc le seul critère de formation ne peut suffire.
- En Abitibi, on a évoqué un aspect compétence mais il n'y a pas eu d'entente entre les deux parties sur l'évaluation de la compétence

### Actions proposées

- L'équipe de la Capitale Nationale pourrait faire circuler la grille d'évaluation des compétences utilisée dans leur établissement
- Se mettre en veille : s'informer auprès des syndicats locaux, suivre les assemblées sur les ententes locales, interpeller les syndicats locaux au besoin. Selon certaines expériences, il est beaucoup plus efficace de rencontrer les officiers syndicaux pour leur expliquer notre travail et les enjeux qui nous concernent car notre profession est mal connue et relativement incomprise
- Faire circuler toute entente locale qui concerne cet enjeu

- Mardi soir, à la veille des JASP, quelques gestionnaires, des professeurs en organisation communautaire et des o.c. présents pour donner l'atelier vont en discuter et examiner les pistes possibles

**Jean-François Ross, appuyé par Jocelyne Moretti, propose qu'une lettre officielle du RQIIAC soit envoyée aux organisations syndicales nationales demandant que les postes en organisation communautaire soient attribués non seulement sur le critère d'ancienneté mais aussi en fonction des exigences minimales de la tâche, de l'expérience et des compétences requises. Adopté à l'unanimité.**

Jean-François fera un premier jet de la lettre. Nathalie, Suzie et François pourront y collaborer. Une copie de cette lettre devra être envoyée aux délégués régionaux.

## 18. Finances

### Prévisions budgétaires révisées

François Soucisse a distribué les résultats au 27 novembre. Le surplus accumulé au 31 mars est de 61 000\$ mais le montant de 20 000\$ est affecté au site Web. Selon les prévisions, le surplus aurait été de 45 000\$ à la fin de l'année. François ajoute quelques informations au rapport écrit, en précisant que ces nouvelles dépenses n'augmentent pas le déficit de façon significative

- Il y a eu rehausse de la Mesure Coup de Pouce à \$3000
- Le budget d'infographie a diminué à 2 000\$ au lieu de 3 600\$
- Montant attribué pour autres projets: 2 500\$ au lieu de 1 000\$
- ASVA : augmentation de 2 000\$

Concernant le 30<sup>ième</sup> anniversaire pour lequel aucune somme n'avait été déterminée, il est convenu de déterminer plutôt une orientation car cet item concernera le budget 2018-2019. Comme le comité doit savoir le montant dont il dispose, on s'entend sur la somme de \$4 000 mais qui sera adoptée avec les prévisions de l'an prochain.

**François Soucisse, appuyé par Oliver Duval, propose l'adoption des prévisions budgétaires révisées. Adopté à l'unanimité.**

### 5 à 7 et 30<sup>ième</sup> anniversaire

Le comité organisateur du colloque doit savoir quel montant charger pour le 5 à 7 précédant l'assemblée annuelle pour fournir l'information dès la fin janvier.

**Sébastien Latendresse, appuyé par Maryse Larouche, propose que le RQIIAC assume les frais du 5 à 7 jusqu'à concurrence de \$15 par personne. Adopté à l'unanimité.**

### Nouveau logo

Plusieurs soumissions ont été reçues pour la conception du nouveau logo et le choix des 3 personnes déléguées est de donner le contrat à Mélanie Nadeau (proposition déjà adoptée).

### Frais d'hébergement JASP

Les membres du CA sont d'accord pour payer 1 nuit d'hébergement pour Stéphanie Coucy-Legros mais aucune proposition n'est présentée car cela est conforme aux pratiques habituelles.

## 19. Échange sur Axe 3

Le comité formé pour travailler sur cet axe est composé de Danièle Auclair, Nathalie Dang Vu, Jocelyne Moretti. Elles n'ont pu se rencontrer mais ont échangé par courriel. Le comité a déterminé plusieurs questions à soumettre aux membres du CA, considérant que ce sujet est traité assez largement dans la planification stratégique et que le mandat n'était pas suffisamment clair pour le comité de travail. Le comité voudrait interpeller les membres du CA sur les questions suivantes :

- comment devrions-nous travailler sur le mandat compte tenu des documents actuels de planification stratégique?
- qu'est-ce qui orientera notre travail - le désir de mieux savoir ce qui se fait ou le désir d'aller vers plus de visibilité comme RQIIAC ou prioriser parce que trop de comités?
- est-ce que notre intention de communiquer avec toutes les personnes qui ont un mandat de représentation nous permettrait de mieux saisir ce que le RQIIAC devrait faire en la matière?

### Commentaires/suggestions des membres du CA

- Sur l'état de situation : identifier ce qu'on fait, ce qu'on ne fait pas, où on voudrait être
- Sujet délicat parmi nos membres : réfléchir sur l'espace qu'on peut ou ne peut pas occuper davantage ; se positionner plus clairement, trouver notre angle
- Donner des pistes nous amenant à mieux faire connaître notre participation à diverses représentations
- Faut être prudent, il y a des enjeux de perception, on peut le faire positivement, encourager les bonnes pratiques, les bons courants
- Revenir au cadre de référence, ex. lutte à la pauvreté, on n'est pas un groupe de pression, bien faire connaître ce qu'on fait
- Posture d'acteur de changement social pas assez visible : rendre plus clair notre implication dans les mouvements sociaux en lien avec le cadre de référence, partir des valeurs, là où on est présent, le mettre plus en valeur, réfléchir à ça au plan régional
- Comment le doser? Si on veut aller plus loin : comment le faire?
- Reprendre les principes-guides
- Comment on actualise? Trouver des stratégies pour agir localement
- S'attacher à des orientations gouvernementales, par exemple le plan de lutte à la pauvreté
- Réfléchir sur les façons d'intégrer les 5 valeurs issues de la planification stratégique dans ce dossier

En conclusion, le mandat du comité consiste non pas à lancer une opération d'action sociale mais plutôt de proposer une orientation plus précise à cet axe avec un plan de travail.

## 20. Suivis des comités de travail issus de la planification stratégique

### Accueil des nouveaux membres

Le comité a débuté activement son travail. Dans un premier temps, il était nécessaire de clarifier si les actions visaient les nouveaux membres ou les nouveaux o.c. Le comité a statué que des actions devaient se réaliser sur ces deux axes.

La lettre d'accueil a été faite et testée dans quelques endroits, elle est bien accueillie. Elle sera disponible aux délégués qui pourront l'utiliser et l'adapter si nécessaire. On y joindra un résumé du plan d'action du comité. Celui-ci prévoit :

- ✓ La mise à jour du Guide d'accompagnement existant
- ✓ Autres fascicules à produire
- ✓ Création d'un outil interactif expliquant en quoi consiste une communauté de pratique
- ✓ Examiner avec la registraire des modalités pour le membership

Dans l'Aide-mémoire post-CA aux délégués régionaux, il pourrait y avoir appel de propositions d'actions pour le comité.

### **Vie associative régionale**

Il n'y a pas eu de rencontre à date, c'est à venir.

### **Guide colloques et journées d'échange**

A venir

### **Archives**

- Volet électronique : va assez bien, versement de documents sur Google Drive.
- Volet papiers : il y a eu contact avec Archives Nationales du Québec, Sébastien a rendez vous avec un archiviste, peut-être qu'il y aura du soutien via une stagiaire
- Recensement à faire sur les endroits d'entreposage chez les individus
- François va vérifier ce qui peut être détruit dans les documents de comptabilité

### **Formation**

- Le comité ne s'est pas rencontré, Diane Grenier a préparé la rencontre avec Jocelyn mais des contraintes personnelles l'ont empêchée de convoquer le comité.
- Jocelyne Moretti indique la volonté de la région de Montréal d'avancer quelque chose en codéveloppement dans le cadre de la Mesure Coup de Pouce. Des consultations doivent se poursuivre avant de formaliser la demande.
- Jean-François Ross informe que le CIUSSS de l'Estrie- CHUS vient d'adopter une politique en DC et qu'il faudra former les cadres et les sensibiliser au DC; ce serait une possibilité de positionner le RQIIAC en lien avec la Mise au point

### **Cadre de référence**

Le comité de travail s'est rencontré à la veille du présent CA et a amorcé les discussions. Le comité a conclu que la mise à jour était nécessaire et soumet des orientations pour effectuer le travail :

- le titre serait conservé tel quel
- le document doit être plus accessible, moins aride, plus illustratif
- la première partie sur le contexte commande une mise à jour majeure
- la partie Cadre de pratique et de référence serait modifiée plus légèrement
- Récits de pratique : il faut actualiser les exemples donnés

La presque totalité des CISSS adoptent des cadres de référence, dont là on est plus en aval maintenant alors qu'au moment de la conception de ce cadre, on était plutôt en amont.

Il reste cependant au comité à préciser un processus et une forme à soumettre à l'AGA. Il pourrait être intéressant de consulter d'autres regroupements professionnels : tout ne se retrouve pas nécessairement dans le même outil. Les éléments historiques sont un peu pauvres, on pourrait envisager trois volumes : histoire, cadre de référence et de pratique, récits de pratique. Une deuxième hypothèse est de produire un seul document avec les trois éléments. Cette façon de faire permet de mettre à jour seulement les éléments de contexte ou éventuellement les récits de pratique. Le comité recommande de ne pas produire des fascicules avant de réviser le cadre de référence.

#### Commentaires

- La deuxième hypothèse de publication recueille des avis favorables
- Puiser dans les cadres de référence des établissements
- La cadre a été édité par les PUQ ; c'est clairement une valeur ajoutée, est-ce que la forme qu'on veut adopter pourra passer le test?
- L'historique n'est pas celui du RQIIAC mais celui de l'organisation communautaire dans le réseau SSS. A explorer si c'est compatible de traiter les deux dimensions

## **21. Préparation AGA**

Un comité est formé pour préparer l'AGA et les outils. Il devra y avoir un travail conjoint avec le comité 30<sup>ième</sup>. En feront partie : Suzie, Jocelyn, Stéphanie et solliciter Guylaine qui y participait l'an dernier. On suggère de reprendre le guide de préparation du rapport qui avait été envoyé aux délégués. Jocelyn a le mandat de convoquer le comité.

## **22. - Formation Abitibi**

Jocelyn et Francine Hervieux ont été en contact pour la préparation d'une offre de service du RQIIAC pour une formation d'une journée en présence sur le cadre de référence auprès de tous les membres de l'équipe communautaire du CISSS. Francine précise que le devis de formation devra inclure tous les coûts de déplacement. L'Exécutif a mandaté son ASVA pour élaborer et animer cette formation qui est en continuité avec l'expérience de l'Outaouais.

## **23. Évaluation de la rencontre**

Stéphanie Courcy-Legros, appuyée par Nathalie Lamanque, propose une motion de remerciement à Nathalie Dang Vu qui quitte pour un congé de maternité et à Sébastien Latendresse qui quitte pour un congé sabbatique. Adopté à l'unanimité.

#### Commentaires sur la rencontre

- Se rappeler d'apporter notre matériel
- Première participation de Francine Hervieux. L'expérience par Skype a été difficile mais réussie, elle a appréciée
- Très chargé mais efficace
- Bonne écoute, bonne participation

Il est possible que ce soit la dernière rencontre pour Yves Destroismaisons, dépendamment de sa date de retraite, ce sera à confirmer.



## **24. Levée de l'assemblée et prochaine rencontre**

Le prochain CA aura lieu à Montréal, au CLSC des Faubourgs.

Nathalie Lamanque, appuyée par Yves Destroismaisons propose la levée de l'assemblée. Adopté à l'unanimité.

Rédigé par Jocelyn Vinet  
Agent de soutien à la vie associative